

LÉGATION DE SUISSE
EN RUSSIE

*hundert
vier
und
zwei
zig
Jahre
mit
Sanktionen*

*St Petersburg 27 mai
1910
9 juin.*

POLITISCHES DEPART.
+ 13. JUN. 1910 +
Nº 18. VIII.

P.
au Département Politique fédéral
Berne

7652

Monsieur le Président

Cinq années ne se sont pas encore
écoulées, depuis qu'en Octobre 1905
l'Empereur Nicolas, dans un manifeste
célèbre, marqua son intention de faire
entrer la politique intérieure de son
Empire dans une voie plus libérale.
Dès le début de cette ère nouvelle, il
ne manqua pas d'esprits sceptiques pour
prétendre que ces velléités de libéralisme
ne procédaient pas d'une conviction saine
sonnée mais que, dictées par l'effroi
contemporain de la période révolutionnaire
elles n'étaient qu'un sacrifice rendu
nécessaire par l'état de l'opinion.
D'autres se portaient garants de la
sincérité des intentions impériales et



voyaient déjà la Russie entièrement et
 lement dans le concert des nations
 constitutionnelles.
 Il apparaît maintenant, de plus en plus,
 que ce sont les sceptiques qui avaient
 raison. Il souffle depuis quelque temps
 dans les régions officielles un vent de
 réaction toujours plus prononcé,
 le ministre à la tête duquel se
 trouve un homme que l'on représenterait
 comme sincèrement acquiescent aux idées
 libérales, ne paraît plus avoir qu'une
 seule préoccupation, rester en place, au
 prix d'une complaisance sans cesse
 grandissante aux ^{visées} intérêts de la réaction.
 Les projets de loi annoncés comme devant
 appliquer les principes nouveaux posés par
 le manifeste d'Octobre, égalité de tous
 les citoyens devant la loi, liberté de
 croyance et de conscience, inviolabilité de
 la personne, réforme de l'administration de
 la justice, etc., n'ont pas encore figuré à
 l'ordre du jour de la Douma.
 La grande préoccupation du gouvernement
 c'est le renforcement du nationalisme russe
 Deux projets de loi importants, inspirés

de cette idée, vicieusement discutée par la
 Douma d'Empire, le premier concernait
 l'organisation des *zemstvos* (*Landchaften*)
 dans les provinces occidentales, où les dé-
 mandes non russes sont en forte propor-
 tion. Il fut conçu de façon à assurer
 la prépondérance de l'influence russe.
 Voici un échantillon des procédés employés.
 Quand il s'est agi d'établir la liste de répa-
 ration des mandats de députés au *zemstvo*, on
 a imaginé le système suivant. Pour fixer
 le nombre des députés polonais, on calcule
 d'abord le pour cent auquel ils avaient
 droit d'après le nombre des habitants, puis
 d'après la superficie des biens possédés par des
 Polonais dans le district. On additionne les
 deux chiffres et l'on divise la somme par
 deux. Le résultat donne le pour cent des
 mandats polonais. La commission avait
 écarté ce système le trouvant absurde.
 Mais l'assemblée l'a adopté, grâce, paraît-
 il, à l'influence du Président Gutschkow
 qui a fortement travaillé le groupe de
 libéraux dont il était président avant
 son élévation à la présidence de la Chambre.
 On a de même écarté l'exclusion des israélites
 fort nombreux dans ces gouvernements.
 Deux dispositions particulièrement conçues
 de charité ont pourtant été écartées:
 celle qui envisageait que les employés du

zemstvo furent de nationalité russe, et
 celle qui portait à trois le nombre de clér-
 .siastiques orthodoxes faisant de droit partie
 de l'assemblée, tandis qu'il n'y en a qu'un
 seul, dans les zemstvo des gouvernements
 du Centre de la Russie. On prête maintenant
 à la droite l'intention de voter contre le
 projet, concurremment avec l'opposition
 de gauche, si ces deux dispositions n'étaient
 pas rétablies en seconde lecture, ce qui ferait
 tomber toute la loi.

Le second projet qui occupe en ce moment
 la Douma c'est celui relatif à la Finlande.
 Le gouvernement trouve qu'il est temps de
 faire rentrer la Finlande au rang de simple
 province de l'Empire. Plus de privilèges, plus
 de peuple finlandais indépendant, menace
 continuelle contre la sécurité de l'Empire
 et surtout de sa capitale du Nord. Les
 privilèges qu'une parole impériale consacra,
 une autre parole impériale peut en faire
 voter la suppression par la représentation
 nationale de l'Empire tout entier.
 Des voix éloqu coastes se sont élevées à la Douma
 pour montrer que ce projet était illégal
 et malencontreux - tous égards. Un octobriste
 le Baron Meyendorff ancien vice-président
 de la Douma, monarchiste convaincu, a
 prononcé un discours mémorable dans lequel
 au point de vue monarchiste lui-même il
 a signé le projet comme une lourde faute

LÉGATION DE SUISSE
EN RUSSIE

II

Le parti octobriste, parti du centre consti-
tutionnel, est très-divisé sur cette question.
Au reste, il est en pleine décomposition :
la partie de droite de ce groupe, celle qui
est la plus nombreuse, évolue de plus en
plus vers les nationalistes qui forment
une partie de la droite.
Quelques amendements émanés de membres
du parti octobriste, et ayant pour but de
laisser à la législation finlandaise les
domaines de l'École, de la presse, et des
associations, ont été écartés par une ma-
jorité intransigente, pressée d'arriver au
but, et qui a finalement étranglé le débat.
Si bien que les progressistes, le parti du keto
(polonais) les mahométans, les cadets peouki
(stroumels dévoués) et les indépendants de
gauche, ont quitté en masse la salle
avant le vote. Le sort en est donc jeté
et le malheureux Finlande, si justement
fière de sa culture et du développement
de sa civilisation va tomber au rang de
simple province de l'Empire.
On sait qu'au sein de plusieurs Parlements
d'Europe, il a circulé des adresses à la
Douma en faveur de la Finlande. Cette
intervention de l'étranger a causé une grande
irritation dans les milieux nationalistes
et ne paraît pas avoir produit d'effet utile.

LÉGATION DE SUISSE

EN RUSSIE

On peut se demander quel va être l'effet
 produit sur le peuple finlandais par le
 vote des propositions du gouvernement. Le
 fait que quatre ou cinq députés finlandais
 seront appelés à discuter à la Douma d'Empire
 ne sera évidemment pas considéré comme
 une compensation suffisante à la perte
 de l'indépendance législative. D'après les
 renseignements donnés par des personnes qui
 connaissent bien la Finlande, il n'est pas
 à redouter qu'il se produise un soulèvement
 armé qui serait d'ailleurs promptement
 réprimé et servirait la cause du gouvernement.
 L'attitude sera celle de la résistance passive
 et de l'attente patiente de meilleurs jours.
 En présence de l'étranglement de la Finlande
 la discussion qui vient d'avoir lieu au
 Conseil de l'Empire à propos d'un projet
 de loi relatif à la fête du Vieux Croquant
 passe presque inaperçue, et pourtant elle
 est aussi un signe des temps.
 Le gouvernement avait soumis à la Douma
 un projet animé d'intentions libérales ;
 mais soit que la Douma soit ^{surtout} au Conseil de
 l'Empire toutes les dispositions libérales
 ont été écartées. Un journal de Stockholm
 termine de la façon suivante sa dernière

revue politique de la semaine.

- « Il se trouvera bientôt un homme qui aura le
- « triste courage de qualifier le manifeste d'octobre
- « d'acte décoratif sans signification pratique
- « Et qui osera prétendre qu'il faut leur donner
- « tout ? Égalité de droits pour tous les citoyens
- « sans distinction de nationalité et de croyance ?
- « N'avez-vous pas lu ces mots 'adit' ? »

Si cet article passe sans attirer au journal
une amende de quelques milliers de roubles
on pourra cependant considérer qu'un des
seuls résultats de l'ordre de choses nouveau
proclamé en 1905 aura été une plus grande
liberté de parole des organes de la presse,
bien que le régime des amendes et des confiscations
de numéros soit encore en vigueur.
A la Douma également la liberté de la
parole s'est ouverte dans ses discours
parfois très-hardis et même violents,
mais l'agitation paraît limitée à l'Assemblée
législative et aux cercles parlementaires.
Il semble que la population elle-même
reste passive, indifférente et petit à
petit l'ancien ordre de choses se reconstitue.
Rien n'est changé dans l'administration,
dans les procédés du fonctionnement.
C'est toujours la même routine, la même
inertie. Le Ministre des Finances se frotte
de ce que son budget se boucle presque en
équilibre, mais il omet de dire qu'aucun
des grands services de l'Etat n'est doté

comme il faudrait, ni l'armée, ni la marine
 ni l'instruction publique, ni les voies et com-
 munication, ni les hospices, ni les aliénés,
 prisons etc ne sont pourvus de crédits néces-
 saires. Le monde financier s'agite beaucoup,
 on fait appel à l'argent de l'étranger pour
 ces lignes de chemins de fer, des créations
 industrielles. Mais celles de l'Etat sont
 dépendent des commandes de l'Etat sont
 grandement en souffrance. Les perspectives
 pour la prochaine récolte sont jusqu'ici favorables.
 Pour un pays agricole comme la Russie c'est
 une question d'une importance primordiale.
 Veuillez agréer Monsieur le Président
 l'assurance de ma très-haute considération

Edier